



Cipango

Cahiers d'études japonaises

19 | 2012

Le Japon et le fait colonial II

La controverse nippon-coréenne au sujet des manuels d'histoire

Japan-Korea History Textbooks Controversy

Samuel Guex



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cipango/1688>

DOI : 10.4000/cipango.1688

ISSN : 2260-7706

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2012

Pagination : 111-148

ISBN : 978-2-85831-204-7

ISSN : 1164-5857

Référence électronique

Samuel Guex, « La controverse nippon-coréenne au sujet des manuels d'histoire », *Cipango* [En ligne], 19 | 2012, mis en ligne le 27 mars 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cipango/1688> ; DOI : 10.4000/cipango.1688

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.



Cipango – Cahiers d'études japonaises est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

La controverse nippo-coréenne au sujet des manuels d'histoire

Japan-Korea History Textbooks Controversy

Samuel Guex

- 1 Depuis les années 1980, les relations en Asie orientale ont été affectées à plusieurs reprises par des controverses autour des manuels d'histoire japonais¹. La première crise survint lors du processus d'homologation des nouveaux manuels d'histoire en 1982. Les tentatives du ministère de l'Éducation visant à édulcorer la réalité de l'agression japonaise en Chine, en incitant, par exemple, les rédacteurs à remplacer le terme d'« invasion » (*shinryaku* 侵略) par « avancée » (*shinshutsu* 進出), suscitèrent de nombreuses protestations en Asie. Devant cette levée de boucliers, le gouvernement Suzuki Zenkō 鈴木善幸 présenta ses excuses et introduisit parmi les critères d'homologation une clause dite « des pays limitrophes » (*kinrin shokoku jōkō* 近隣諸国条項) stipulant la nécessité de traiter l'histoire moderne et contemporaine en Asie avec le souci de préserver la « compréhension et l'harmonie internationale ».
- 2 Après deux décennies d'accalmie relative, une nouvelle crise éclata en 2001, suite à la parution du manuel nationaliste de la Société pour la rédaction de nouveaux manuels d'histoire (Atarashii rekishi kyōkasho o tsukuru-kai, ou Tsukuru-kai). Bien qu'adopté par une très faible minorité de collèges², ce manuel provoqua des réactions virulentes dans les pays voisins, notamment en République Populaire de Chine et en Corée du Sud. Dans ce pays, il est perçu comme la partie émergée de l'iceberg d'un problème plus vaste de vision historique « erronée » qui affecterait en réalité, à des degrés divers, tous les manuels japonais. Ainsi, après que ce manuel eut été homologué en avril 2001, la Corée du Sud ne se contenta pas, à l'instar de la Chine, de critiquer la façon dont ce manuel traitait l'histoire moderne et contemporaine : non seulement ses doléances concernaient toutes les époques historiques, mais elles visaient également les sept autres manuels d'histoire japonais³.

- 3 Pour justifier son action, le gouvernement coréen invoqua la nécessité d'une perception historique « correcte » (*olbarün* 올바른) comme condition au maintien de relations nippo-coréennes amicales. Or les manuels japonais homologués en 2001 étaient, selon lui, coupables de « déprécier » (*p'yŏm* 貶) l'histoire coréenne, à seule fin d'« embellir » (*mihwa* 美化) l'histoire japonaise, et de rejeter sur autrui – en l'occurrence la Corée – la responsabilité de la colonisation⁴. Ce faisant, ils ne respectaient pas la « clause des pays limitrophes », et violaient l'esprit des déclarations des Premiers ministres Murayama Tomiichi 村山富市 (1995)⁵ et Obuchi Keizō 小淵恵三 (1998)⁶.
- 4 Le mécontentement du gouvernement sud-coréen est largement partagé par la population. En témoigne par exemple la création ces dernières années de plusieurs dizaines d'associations citoyennes mobilisées contre le révisionnisme des manuels japonais⁷. Il est vrai que le contenu du manuel Tsukuru-kai reflète fidèlement la vision historique défendue par l'aile droite la plus conservatrice, qui pose notamment les guerres du Japon contemporain comme défensives ou qui souligne les effets globalement positifs de ces guerres, de la colonisation de Taiwan et de l'annexion de la Corée⁸.
- 5 Si les manuels japonais font désormais l'objet d'une attention internationale et qu'ils sont examinés sous de multiples aspects, qu'il s'agisse de l'ampleur et de la filiation du révisionnisme japonais⁹, ou de l'utilisation politique des manuels dans le discours nationaliste au Japon¹⁰, peu d'études ont été consacrées aux manuels coréens, ainsi qu'à la perception qu'en ont les Japonais. Or, comme le relève Nohira Shunsui, la légitimité des critiques coréennes à l'encontre des déficiences des manuels japonais ne signifie pas, à contrario, que la conscience historique des Coréens soit sans reproche¹¹.
- 6 Bien que le gouvernement japonais n'ait pas formulé de critiques officielles à l'égard des manuels coréens, des voix proches du Tsukuru-kai n'ont pas manqué de relever certains aspects jugés problématiques, tels qu'une vision excessivement nationaliste¹², et une image réductrice du Japon, décrit essentiellement comme un agresseur, ou un élève ayant diligemment absorbé la culture « avancée » de la Corée des siècles durant¹³.
- 7 Ces ouvrages, au ton polémique, ont sans doute le mérite de rappeler que dans cette controverse, les critiques ne sont pas unilatérales : souvent accusé d'attiser les sentiments « anti-japonais »¹⁴, l'enseignement de l'histoire en Corée constitue également une source de préoccupation légitime au Japon. Cependant, les motivations de certains auteurs sont discutables lorsque, à travers leurs critiques des manuels coréens, ils cherchent à promouvoir le manuel Tsukuru-kai comme un manuel exemplaire¹⁵.
- 8 Le propos du présent article est d'envisager « la question des manuels d'histoire » en tenant compte des points de vue japonais et coréens. À travers l'examen de quelques-uns des sujets historiques les plus sensibles, nous tenterons d'évaluer le bien-fondé des critiques réciproques émises par le gouvernement coréen en 2001, ainsi que par les milieux proches du Tsukuru-kai. La comparaison des principaux manuels utilisés actuellement dans les deux pays permettra de déterminer dans quelle mesure leur contenu a évolué depuis la crise de 2001. La présentation, le cas échéant, de la position des spécialistes des deux pays, permettra enfin d'obtenir une évaluation plus nuancée de l'ampleur effective des divergences qui opposent Coréens et Japonais dans leur vision du passé.

Les manuels japonais et coréens

- 9 Depuis l'adoption en 1948 de la Loi sur l'éducation scolaire (Gakkō kyōiku-hō 学校教育法), la rédaction des manuels n'est plus assurée par l'État japonais. Cependant, les rédacteurs sont tenus de soumettre leur manuscrit à la Commission d'homologation des matériaux d'enseignement (Kyōka-yō tosho kentei chōsa shingi-kai 教科用図書検定調査審議会) du ministère de l'Éducation. Sur la base d'un rapport rédigé par des « enquêteurs » (kyōkasho chōsakan 教科書調査官) chargés d'examiner le contenu des manuscrits, cette commission peut exiger certaines modifications comme conditions à l'homologation. Ce système permet ainsi au ministère de l'Éducation d'exercer en amont un contrôle non négligeable sur le contenu des manuels.
- 10 Un des problèmes de cette procédure concerne la nomination des « enquêteurs », dont le rapport est souvent l'élément décisif dans la décision prise par la commission d'homologation. Maître de conférences ou professeurs universitaires, ces « enquêteurs » sont engagés sur recommandation d'anciens « enquêteurs » ou de membres de la commission d'homologation, selon des critères qui restent vagues, et qui posent la question de leur impartialité¹⁶.
- 11 La sélection proprement dite des manuels du collège varie en fonction du type d'école. Les établissements privés (*shiritsu gakkō* 私立学校) ou placés sous la tutelle de l'État (*kokuritsu gakkō* 国立学校)¹⁷ peuvent choisir à leur guise parmi les matériaux homologués. En revanche, pour les écoles publiques (*kōritsu gakkō* 公立学校), qui sont réparties suivant des zones de sélection (*saitaku chiku* 採択地区), le choix des manuels est du ressort des Comités municipaux d'éducation (Shichōson kyōiku iinkai 市町村教育委員会). Cependant, ce choix est largement déterminé par les recommandations des Comités départementaux d'éducation (Todōfuku kyōiku iinkai 都道府県教育委員会), qui désignent des « enquêteurs » parmi les directeurs d'école, les enseignants ou les membres des comités d'éducation, afin d'évaluer les manuels homologués. Les conclusions de cette enquête sont envoyées aux comités d'éducation des diverses municipalités qui en tiennent compte dans leur choix final. Lorsque la zone de sélection comprend plusieurs municipalités, arrondissements ou villages, c'est en réalité une commission de concertation (*kyōgikai* 協議会) qui se charge de la sélection des manuels, les divers comités municipaux d'éducation se contentant alors de ratifier leur décision¹⁸.
- 12 Dans ce système, les enseignants n'ont aucun pouvoir décisionnel. Tout au plus peuvent-ils faire part de leurs desiderata (*kibō-hyō* 希望票) aux comités d'éducation ou aux commissions de concertation, mais sans garantie qu'il en soit tenu compte.
- 13 Les spécialistes coréens ne se privent pas pour dénoncer les entraves subies par les rédacteurs japonais, contraints d'accepter l'idéologie imposée par l'État ; certains n'hésitent pas à assimiler ce système à une véritable « censure » (*kōmyōl* 檢閲)¹⁹. Ces problèmes bien réels, qui sont d'ailleurs également l'objet de débats au Japon même, restent pourtant mineurs en regard de la situation coréenne, où le contrôle de l'État sur les manuels est quasi-absolu.
- 14 C'est en mai 1946 que parut le premier manuel d'histoire du secondaire en langue coréenne après la libération du pays. Il fut le premier d'une série de matériaux publiés sous la supervision des États-Unis. Après la guerre de Corée et la scission du pays, la Corée du Sud adopta à partir de 1954 un système mixte, associant manuels agréés par l'État (

kukchŏng 國定) – notamment pour l'étude de la langue nationale –, et manuels homologués (*kŏminjŏng* 檢認定) pour l'enseignement de l'histoire ou de la géographie.

- 15 En 1974, Pak Chŏnghŭi, l'instigateur du coup d'État militaire de 1961 et président de la Corée du Sud de 1963 à 1979, décida de renforcer le contrôle de l'État sur l'éducation. Afin d'uniformiser l'enseignement de l'histoire, le système d'homologation fut abandonné, ne laissant plus qu'un seul manuel d'histoire nationale²⁰. En dépit de l'opposition d'une partie du monde académique, cette mainmise de l'État sur l'enseignement de l'histoire se poursuit de nos jours.
- 16 Cependant, la réintroduction en 2002 d'un système d'homologation pour la sélection des manuels d'histoire coréenne moderne et contemporaine (Han'guk kŭn-hyŏndae kyogwasŏ 韓國近現代教科書) marque peut-être l'amorce d'un assouplissement progressif de la politique éducative sud-coréenne. Actuellement, six manuels publiés par des maisons d'édition indépendantes ont obtenu cette autorisation²¹. Mais le progrès reste encore timide, puisqu'il s'agit de manuels destinés aux lycéens pour des cours facultatifs, contrairement aux cours d'histoire nationale (Kuksa 國史) qui sont, eux, obligatoires. Par conséquent à l'heure actuelle, il n'existe toujours que deux manuels pour l'enseignement obligatoire de l'histoire de la Corée : un manuel pour le collège, et un autre pour le lycée²².
- 17 Les révisionnistes japonais ont beau jeu, dans ces conditions, de discréditer les critiques formulées par la Corée du Sud, en les présentant comme l'expression des velléités d'un pays qui chercherait à imposer sa vision de l'histoire aux Japonais²³. Quelle que soit la pertinence de ses revendications, la Corée du Sud souffre indéniablement de la comparaison avec le Japon en ce qui concerne le système de sélection des manuels, un problème dont beaucoup d'historiens coréens sont également conscients²⁴.

Les sujets de controverse

- 18 Totalisant à lui seul vingt-cinq des trente-cinq critiques émises par le gouvernement coréen lors de la crise de 2001, le manuel Tsukuru-kai se retrouva au centre de la polémique. Hormis des erreurs factuelles qui furent corrigées dans l'édition suivante²⁵, les doléances de la Corée portaient essentiellement sur des affirmations « techniquement correctes », mais susceptibles d'induire le lecteur en erreur²⁶. Un exemple illustrant cette caractéristique du manuel Tsukuru -kai est son traitement de l'annexion de 1910 :

Le gouvernement japonais considérait l'annexion de la Corée comme indispensable à la sécurité du Japon ainsi qu'à la défense de ses intérêts en Mandchourie. L'Angleterre, les États-Unis, la Russie, qui se méfiaient mutuellement de l'augmentation de leur influence respective, ne manifestèrent aucune objection. [...] En Corée, il y eut aussi des voix acceptant l'annexion, mais il y eut une résistance virulente contre la perte d'indépendance de la nation et, par la suite, les mouvements pour recouvrer l'indépendance se poursuivirent résolument. Après que la Corée fut annexée et devenue une colonie, le Japon développa les infrastructures de chemin de fer et d'irrigation et entreprit une enquête foncière. Mais au cours de cette enquête, de nombreux paysans furent chassés de leurs terres. De plus, l'enseignement du japonais et la politique d'assimilation [*dōka seisaku* 同化政策] exacerbèrent l'hostilité des Coréens à l'encontre du Japon²⁷.

- 19 S'il est vrai qu'un certain nombre de Coréens furent favorables à l'annexion, le manuel leur accorde une importance excessive. En outre, le tableau brossé met trop l'accent sur la

« nécessité » pour le Japon d'annexer la Corée, ainsi que sur les aspects positifs de la colonisation, tout en minimisant les aspects négatifs pour la population coréenne.

- 20 Cependant, la vision partielle proposée par le manuel Tsuruku-kai est rarement partagée par les autres manuels japonais²⁸. Ainsi, dans cet exemple précis, les manuels Tōkyō shoseki et Ōsaka shoseki décrivent-ils sans ambages la nature coercitive du processus d'annexion, tout en s'abstenant de mentionner la minorité coréenne favorable à l'annexion ainsi que la contribution du Japon au « développement » de la Corée²⁹.
- 21 Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'annexion ne représente donc pas un sujet particulièrement problématique en ce qui concerne les manuels d'histoire³⁰. D'ailleurs, parmi les sept autres manuels japonais, seul le manuel Nihon bunkyō shuppan fut critiqué à ce propos, pour avoir suggéré que l'annexion avait été provoquée par l'assassinat d'Itō Hirobumi³¹.
- 22 Il s'avère ainsi que sur les trente-cinq points relevés par le gouvernement coréen en 2001, la plupart ne concernaient qu'une minorité des huit manuels japonais du collège. Nous n'avons donc retenu ici que des sujets posant problème non pas uniquement dans le manuel Tsukuru-kai, mais également dans les manuels représentatifs japonais – en particulier le manuel Tōkyō shoseki –, et qui dénotent ainsi de réelles différences de perception entre les deux pays.

Wakō

- 23 Parmi les sujets controversés concernant une majorité de manuels japonais, on trouve le cas de la composition des équipages *Wakō* que le manuel Tsukuru-kai décrit ainsi :
- Les *Wakō* étaient des groupes de pirates qui écumaient à cette époque les côtes de la péninsule coréenne et de la Chine. Parmi eux, outre les Japonais, se trouvaient beaucoup de Coréens. [...]
Après la mort d'Ashikaga Yoshimitsu, lorsque le commerce des étiquettes [*kangō bōeki* 勘合貿易] avec les Ming s'interrompit [*chūdan* 中断], les activités des *Wakō* reprirent de plus belle, mais leurs membres étaient en majorité Chinois³².
- 24 Les doléances du gouvernement coréen visaient principalement l'assertion selon laquelle des Coréens et des Chinois se trouvaient parmi les *Wakō*. De tels propos traduiraient les velléités du Tsukuru-kai d'oblitérer l'équation *Wakō* = Japonais, qui constitue pourtant, selon la Corée, un fait « établi » (*kijon* 既存)³³.
- 25 Sur ce dernier point, les éditions actuelles des manuels représentatifs japonais ne se distinguent guère de leur homologue du Tsukuru-kai. Si le manuel Tōkyō shoseki reste un peu plus vague en notant que « parmi les *Wakō*, beaucoup n'étaient pas Japonais »³⁴, le manuel Ōsaka shoseki est plus précis :
- Au Japon, à partir de l'époque des Cours du Sud et du Nord, les guerriers et les commerçants des îles du nord de Kyūshū et de la mer intérieure de Seto, commerçaient avec la Corée et la Chine. Comme, parfois, ils se muaient en pirates et attaquaient les côtes du continent, ils étaient craints et désignés par le mot *Wakō*. (Note : parmi les *Wakō*, outre les Japonais, il y avait beaucoup de Coréens)³⁵.
- 26 En réalité, contrairement aux dires du gouvernement coréen, la question de la composition des *Wakō* est loin d'être un fait « établi », et divise les spécialistes japonais et coréens. Les premiers considèrent que les *Wakō* de la fin du XIV^e siècle étaient constitués en partie, voire principalement, de Coréens, et insistent sur la nécessité d'envisager le

terme de *Wakō* dans une perspective dépassant les concepts de frontière et de nation, et de ne pas l'associer systématiquement à celui de « Japonais »³⁶.

- 27 En Corée, les spécialistes réfutent cette thèse. Ils montrent au contraire que les *Wakō* de la fin du XIV^e siècle étaient bel et bien majoritairement originaires du Japon, en particulier de Shikoku et de Kyūshū³⁷. Même s'il est possible que certains Coréens se soient adonnés à la piraterie en se faisant passer pour des *Wakō*, ce n'était que des cas minoritaires ; ces exceptions ne remettent pas en cause le fait que c'est bien comme des pirates « japonais » que les *Wakō* étaient perçus par les cours des dynasties Koryō et Chosŏn³⁸. Cette position est clairement affichée par le manuel coréen du secondaire qui présente les *Wakō* comme « des pirates japonais basés sur l'île de Tsushima »³⁹ ; elle semble être également tacitement partagée par les principales histoires de la Corée publiées aussi bien en Corée qu'en Occident ou au Japon, puisqu'elles ne mentionnent pas la présence de Coréens au sein des équipages *Wakō*⁴⁰.

Invasions de Hideyoshi

- 28 Dans le chapitre consacré aux invasions de Hideyoshi, que le manuel Tsukuru-kai intitule « L'Expédition de Corée » (*Chōsen e no shuppei* 朝鮮への出兵)⁴¹, ce sont surtout les motivations de Hideyoshi qui divisent les spécialistes :

Hideyoshi, obnubilé par le rêve démesuré de conquérir la Chine des Ming pour s'y transférer avec l'empereur japonais et dominer l'Asie de l'Est jusqu'en Inde, envoya en 1592 (première année Bunroku) une grande armée de cent cinquante mille hommes en Corée. [...] Le résultat des deux expéditions militaires fut que le territoire ainsi que la vie des Coréens furent ravagés [*ichijirushiku arehateta* 著しく荒れ果てた]⁴².

- 29 Le reproche principal du gouvernement coréen était que le désir de conquérir la Chine ainsi que la mégalomanie de Hideyoshi fussent les seules raisons invoquées pour expliquer ces invasions. En outre, le fait de résumer les effets de ces dernières par le terme de « ravagé » était jugé trop réducteur, ne traduisant pas l'ampleur des destructions subies.
- 30 Avec une section intitulée « Invasion de la Corée » (*Chōsen shinryaku* 朝鮮侵略)⁴³, l'édition actuelle du manuel Tōkyō shoseki ne laisse aucun doute quant à la nature agressive des expéditions :

Ne pouvant se satisfaire de l'unification du pays, Hideyoshi envoya des missives à la Corée, l'Inde, Luzon (Philippines), Takasankoku (Taiwan), et exigea leur soumission. En 1592 (première année de l'ère Bunroku), il envoya une grande armée en Corée avec pour objectif de conquérir les Ming (Chine). [...] En Corée, après sept années de guerre, de nombreux hommes furent tués ou emmenés au Japon⁴⁴.

- 31 Si les manuels représentatifs japonais offrent quelques précisions supplémentaires concernant les dégâts subis par la Corée (nombreuses victimes, prisonniers emmenés au Japon)⁴⁵, ils rejoignent en revanche le manuel Tsukuru-kai dans leur analyse des motivations de Hideyoshi : l'objectif principal de Hideyoshi n'était pas la Corée, mais la Chine. En d'autres termes, la Corée aurait subi les dégâts collatéraux d'une opération plus ambitieuse qui ne la visait pas en premier lieu.
- 32 Une telle explication, qui suggère que la Corée fut surtout victime de sa position géographique et moins d'une volonté délibérée du Japon de l'agresser, ne semble guère satisfaire le gouvernement coréen. Bien que celui-ci n'ait pas proposé d'interprétation

quant aux causes de cette invasion, le manuel coréen, lui, ne laisse aucun doute quant aux visées japonaises sur la Corée :

Afin de détourner l'attention des mécontents vers l'extérieur et donner libre cours à son désir d'avancée [*chinch'ul* 進出] sur le continent, [Hideyoshi] se mit en tête d'envahir la Corée. [...] Prétextant [*kusil* 口實] l'emprunt du passage pour conquérir les Ming, il envoya plus de deux cent mille soldats⁴⁶.

- 33 Ici, la conquête de la Chine est présentée comme un simple prétexte, pour justifier une invasion qui visait bel et bien la Corée. Par ailleurs, si Toyotomi Hideyoshi n'était pas dénué d'ambitions territoriales sur le « continent », y compris la Chine, sa motivation première aurait été de procurer un exutoire au mécontentement de tous les Japonais que l'unification et la réorganisation du pays ne permettaient pas d'intégrer, en premier lieu les guerriers⁴⁷.
- 34 Pour beaucoup de Coréens, l'attitude de Hideyoshi serait l'illustration d'une des caractéristiques de l'histoire des relations nippo-coréennes : l'utilisation de la Corée par le Japon pour régler ses problèmes de politique intérieure⁴⁸. Autrement dit, en guise de remerciements pour lui avoir transmis au cours des siècles la culture sino-coréenne, la Corée n'aurait obtenu en retour du Japon que condescendance et agressions militaires.

Ambassades coréennes au Japon

- 35 Les motifs et les objectifs à l'origine de l'envoi par la dynastie des Yi de ces fameuses ambassades donnent lieu à des interprétations radicalement différentes dans les manuels japonais et coréens⁴⁹. Voici d'abord celle proposée par le manuel Tsukuru-kai :

À l'époque d'Ieyasu, le *bakufu*, par l'intermédiaire du clan des Sō de Tsushima, rétablit les relations diplomatiques avec la Corée, relations qui avaient été interrompues depuis les expéditions militaires de Hideyoshi. Les deux pays maintinrent des relations égalitaires et, à chaque nomination d'un nouveau shōgun, la Corée envoya à Edo des ambassades appelées « Ambassades de communication » (*Tsūshinshi* 通信使), qui étaient accueillies chaleureusement partout où elles passaient. Par ailleurs, à Pusan, en Corée, une « Maison japonaise » [*Wakan* 和館] du clan Sō fut établie, où vivaient entre quatre cents et cinq cents Japonais qui effectuaient du commerce ou recueillaient des renseignements⁵⁰.

- 36 Trois points furent relevés par le gouvernement coréen. Primo, il n'y a aucune explication concernant les raisons qui poussèrent Ieyasu à rétablir les relations diplomatiques avec la Corée. Secundo, le manuel ne dit rien des objectifs visés par les deux pays, et suggère que ces ambassades n'étaient envoyées que pour rendre hommage aux nouveaux shōgun. Tertio, en omettant de préciser que c'est la Corée qui instaura la « Maison japonaise » à Pusan, les rédacteurs font accroire que le Japon aurait établi de son propre chef un organe administratif à l'étranger⁵¹.
- 37 Ces trois aspects se retrouvent également dans les manuels représentatifs japonais qui proposent un tableau relativement similaire à celui du Tsukuru-kai :
- À l'époque d'Ieyasu, la paix fut rétablie avec la Corée et l'habitude fut prise de voir venir, à chaque changement de shōgun, une ambassade (*Tsūshinshi*) de quatre à cinq cents personnes. Le fief de Tsushima, outre la gestion des relations diplomatiques, obtint l'autorisation de commercer [avec la Corée]. Dans la Maison japonaise, installée à Pusan en Corée, on exporta de l'argent et du bronze, et on importa du coton, du ginseng coréen et de la soie grège⁵².
- 38 Concernant les deux premiers points, à savoir le rétablissement des relations diplomatiques ainsi que l'envoi des ambassades coréennes, le gouvernement coréen se

borna à critiquer le manque de précision des manuels japonais, sans pour autant livrer sa propre interprétation des raisons de ce rapprochement. Une comparaison avec le manuel coréen permet néanmoins de dégager quelques éléments de réponse. Selon ce dernier, les « ambassades de communication » se rendaient à Edo sur invitation japonaise, elles y « déployaient des activités diplomatiques intenses, en rencontrant notamment le *shōgun* », mais, surtout, « elles contribuèrent au développement de la culture japonaise. À tel point que même après leur départ, la culture et les coutumes coréennes se diffusaient dans tout le Japon »⁵³.

- 39 Curieusement, à l'instar de ses homologues japonais, le manuel coréen ne s'attarde guère sur les causes du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. En revanche, l'édition précédente utilisée entre 1997 et 2001 précisait, elle, que c'était le *bakufu* des Tokugawa qui avait insisté pour la reprise des échanges, désireux qu'il était de pouvoir « importer la culture avancée de la Corée »⁵⁴. Autrement dit, l'objectif des ambassades ne consistait pas à rendre hommage au *shōgun*, mais à satisfaire la soif des Japonais pour une culture coréenne plus « avancée ».
- 40 Les historiens des deux pays sont plus nuancés. Pour les spécialistes coréens, les Tokugawa désiraient se démarquer de Hideyoshi et assurer la stabilité de leur régime en renouant des relations amicales avec la Corée ; quant à l'objectif de cette dernière, il était de récupérer les prisonniers coréens emmenés lors des campagnes de Hideyoshi, et rétablir des relations de bon voisinage (*kyorin* 交隣) en espérant éviter ainsi une nouvelle agression japonaise⁵⁵. Les spécialistes japonais insistent eux aussi sur la nature égalitaire du cadre dans lequel ces ambassades furent envoyées⁵⁶, tout en relevant qu'une fois les relations pacifiques rétablies, les préoccupations politiques et militaires cédèrent progressivement la place à une dimension culturelle où chacune des parties chercha à exprimer son sentiment de supériorité⁵⁷.

Débat sur l'expédition de Corée

- 41 Bien que la controverse porte plus spécifiquement sur les facteurs à l'origine du *Seikan-ron*, elle touche également, plus généralement, l'image de la Corée en tant que « royaume ermite ». Voici la version du manuel Tsukuru-kai :

En 1873 (sixième année de Meiji), un « débat sur l'expédition de Corée » [*Seikan-ron* 征韓論] éclata parmi les guerriers. Ils considéraient l'attitude de la Corée, refusant les invitations du Japon à ouvrir ses portes, comme impudente [*burei* 無礼], et se proposaient de contraindre la Corée à s'ouvrir en ayant recours à la force militaire⁵⁸.

- 42 Le gouvernement coréen reprochait au manuel Tsukuru-kai d'être partial, en ne présentant que la position japonaise, sans indiquer les raisons de l'attitude coréenne, notamment le fait que le Japon se proposait de rompre unilatéralement les relations de bon voisinage (*kyorin ch'eje* 交隣體制) qui existaient depuis plusieurs siècles entre la Corée et le Japon⁵⁹.
- 43 Le manuel Tsukuru-kai n'est pas le seul manuel japonais à lier l'apparition du *Seikan-ron* au refus d'« ouverture » de la Corée :

En 1871, un traité (*Nisshin shūkō jōki* 日清修好条規) fut signé avec les Qing sur un pied d'égalité, mais la Corée, qui était tributaire de la Chine, restait fermée aux Occidentaux et refusait d'établir des relations diplomatiques avec le gouvernement de Meiji. Parmi les dirigeants, des voix s'élevèrent pour ouvrir la Corée par la force (*Seikan-ron*)⁶⁰. [...]

Saigō Takamori et d'autres, afin de détourner l'attention des guerriers mécontents vers l'extérieur, se proposaient d'établir, au besoin par la force, des relations diplomatiques avec la Corée qui poursuivait sa [politique de] fermeture [*sakoku* 鎖国] (*Seikan-ron*)⁶¹.

- 44 La formulation du manuel Tōkyō shoseki pourrait éventuellement suggérer que la Corée n'était fermée qu'aux Occidentaux et pas aux Japonais, une image plus proche de la position coréenne. En revanche, l'absence d'explication concernant le refus coréen « d'établir des relations diplomatiques avec le gouvernement de Meiji » contribue à faire de ce refus la cause principale à l'apparition des « voix pour ouvrir la Corée de force ».
- 45 Le manuel Ōsaka shoseki a sans doute le mérite, aux yeux des Coréens, d'admettre que ce débat visait à utiliser la Corée comme diversion pour régler un problème de politique intérieure⁶², mais il n'en décrit pas moins lui aussi une Corée fermée refusant toute relation diplomatique⁶³.
- 46 Si, dans sa critique, le gouvernement coréen attribuait la responsabilité du refus d'« ouverture » de la Corée à la décision des dirigeants de Meiji de rompre unilatéralement les relations de bon voisinage entretenues jusque-là par les deux pays, il ne précisait pas en quoi la demande japonaise d'établir de nouvelles relations diplomatiques portait atteinte aux relations amicales nippo-coréennes. Le manuel d'histoire coréen, lui, propose l'explication suivante :

Le Japon qui, depuis la Restauration de Meiji, avait mis en place un nouveau régime étatique, exigeait l'établissement de relations diplomatiques et commerciales. Mais le gouvernement coréen refusa cette demande, car la lettre diplomatique contenait une expression reflétant le sentiment de supériorité du roi japonais [*kugwang* 國王] envers le roi coréen, ainsi que des éléments dérogeant aux usages diplomatiques habituels⁶⁴.
- 47 Le tort du Japon aurait donc été de rompre les relations de bon voisinage en cherchant à imposer des relations inégalitaires à la Corée. Cette explication est reprise par beaucoup d'historiens coréens, qui font référence par exemple à l'« insolence » (*oman* 傲慢) de la lettre japonaise⁶⁵. Autrement dit, la raison du refus coréen d'établir de nouvelles relations diplomatiques n'était pas l'attitude obtuse du roi Kojong, mais la formulation de la missive japonaise qui rompait avec les usages en vigueur jusque-là. Plus rares, en revanche, sont ceux qui précisent en quoi la lettre diplomatique du Japon était « insolente », à savoir l'utilisation, entre autres, du caractère « hwang » 皇 pour désigner l'empereur japonais, ce qui le plaçait formellement au-dessus du « wang » 王 coréen⁶⁶.
- 48 Certains historiens coréens sont plus radicaux et rejettent tout lien de causalité entre le refus d'« ouverture » de la Corée et l'apparition du *Seikan-ron* au Japon. Ils considèrent, en effet, que l'affirmation selon laquelle la Corée était fermée au Japon, ou que les deux pays n'entretenaient pas de relations diplomatiques avant la signature du Traité de Kanghwa en 1876, est erronée. Certes, aucune ambassade coréenne n'avait été envoyée au Japon depuis 1811, mais cela ne signifiait nullement que les deux pays avaient rompu toute relation : l'existence de la « Maison japonaise » à Pusan, entre autres, en est selon eux la meilleure preuve⁶⁷.
- 49 La Corée n'aurait donc pas refusé de s'« ouvrir », mais uniquement de modifier la nature des relations amicales entretenues depuis le début de l'époque d'Edo. Les partisans du *Seikan-ron* se seraient alors empressés d'utiliser ce refus comme prétexte pour justifier une opération qui, en réalité, avait pour objectif de détourner le mécontentement des guerriers japonais vers l'extérieur, comme lors des invasions de Hideyoshi⁶⁸.

- 50 L'analyse des spécialistes japonais est relativement similaire. D'abord, plutôt qu'un refus d'« ouverture » de la Corée, c'est surtout le refus de cette dernière de modifier le cadre traditionnel des relations de bon voisinage entre les deux pays qui est mis en exergue⁶⁹. Les dirigeants de Meiji auraient fait en sorte de provoquer le refus de la Corée en utilisant à dessein des termes qui rabaissaient le statut du roi coréen. Ayant repris le pouvoir diplomatique au *bakufu*, l'empereur se devait d'affirmer sa supériorité par rapport au shōgun et son alter ego, le roi coréen⁷⁰. Quant au *Seikan-ron* proprement dit, certains spécialistes relèvent à juste titre que si l'idée d'une expédition militaire en Corée est apparue si facilement, et cela indépendamment des objectifs de ses partisans (détournement du mécontentement des guerriers, etc.), c'est également en raison de l'image négative – d'un pays faible et inférieur au Japon – qui était associée à la Corée à cette époque⁷¹.

Les femmes dites de « réconfort »

- 51 Alors que la colonisation constitue la cause principale du ressentiment coréen envers le Japon, cette période ne généra que peu de critiques de la part du gouvernement coréen. Le seul reproche adressé à une majorité de manuels japonais concernait l'absence de toute référence aux « femmes de réconfort »⁷².
- 52 Cette question délicate représente désormais un des principaux symboles de l'agression japonaise en Corée. C'est sans doute la raison pour laquelle elle se trouve, avec le Massacre de Nankin, au centre des préoccupations des révisionnistes japonais, qui en ont fait un de leurs chevaux de bataille.
- 53 Si les travaux de Yoshimi Yoshiaki et d'autres chercheurs ont clairement établi la responsabilité de l'armée impériale dans la mise en place des « stations de réconfort » ainsi que l'enrôlement des « femmes de réconfort »⁷³, les historiens japonais ne semblent pas être parvenus à imposer durablement ces vues dans le domaine éducatif. Alors que tous les manuels du collège mentionnaient le terme de « femmes de réconfort » en 1996, ils n'étaient plus que trois en 2001, et un seul en 2006. Voici par exemple le manuel Tōkyō shoseki, dans son édition de 1997 et de 2006 :
- Pour compenser le manque de main-d'œuvre japonaise, de nombreux Coréens et Chinois furent emmenés de force au Japon où ils furent contraints à effectuer des travaux pénibles dans les usines. Il y eut également de nombreuses jeunes femmes envoyées sur les champs de bataille contre leur gré en tant que femmes de réconfort⁷⁴.
- Dans les régions d'Asie de l'Est ou d'Asie du Sud-Est envahies [*shinryaku* 侵略] par le Japon, il y eut également de nombreuses victimes parmi les civils – y compris des femmes et des enfants –, qu'il s'agisse de personnes tuées sur les champs de bataille ou emmenées pour des travaux forcés. En outre, il y eut des Coréens et des Chinois qui furent emmenés pour travailler au Japon contre leur volonté, où les attendait une vie extrêmement difficile, avec des conditions de travail particulièrement pénibles [*kakoku* 過酷] et de maigres salaires⁷⁵.
- 54 Pour les historiens coréens, cette régression par rapport aux années 1990 est d'autant plus préoccupante qu'ils la perçoivent comme le résultat d'un « effet domino » déclenché par le Tsukuru-kai, et affectant désormais pratiquement tous les manuels du collège⁷⁶.
- 55 En Corée du Sud, on observe la tendance inverse. Comme au Japon, c'est au milieu des années 1990 (1994 pour les manuels du lycée et 1996 pour les manuels du collège), que le terme de « femmes de réconfort de l'armée japonaise » (*Ilbon-gun wianbu* 日本軍慰安婦) a

fait son apparition dans les manuels coréens⁷⁷. Depuis, ce sujet fait l'objet d'une attention croissante :

L'empire japonais ne se livra pas uniquement à un pillage des matières premières. Il réquisitionna de force les Coréens pour les contraindre à effectuer des travaux pénibles dans les mines ou les usines, et mit en place un système de conscription et de mobilisation des étudiants en tant que soldats volontaires [*chiwōnbyōng* 志願兵]. Ainsi, de nombreux Coréens, aussi bien des jeunes que des hommes dans la force de l'âge, périrent sur divers fronts. À cette époque, même les femmes furent emmenées dans de soi-disant bataillons de volontaires féminins [*chōngsindae* 挺身隊] et furent sacrifiées dans les stations de réconfort de l'armée japonaise⁷⁸.

- 56 Dans l'édition suivante (2006), le passage a été modifié ainsi :

L'empire japonais emmena aussi des femmes qu'il exploita au travail dans de soi-disant bataillons de travailleurs pour la patrie [*kūllō pogugtae* 勤勞報國隊] ou bataillon de volontaires féminins. En outre, il mobilisa de force un grand nombre de femmes qu'il envoya aux quatre coins de l'Asie où stationnait l'armée japonaise ; il leur imposa une vie inhumaine, faisant d'elles des femmes de réconfort. Note : Ce qu'on appelle femmes de réconfort désigne les femmes provenant des colonies ou pays occupés par le Japon, tels que la Corée, la Chine ou les Philippines, emmenées de force sur les champs de bataille et contraintes à vivre comme esclaves sexuelles. Cette pratique barbare entamée depuis le début des années 1930 se poursuivit jusqu'à la défaite de l'empire japonais en 1945⁷⁹.

- 57 En dépit de la suppression progressive de toute mention des « femmes de réconfort » dans les manuels japonais, il convient de relever que cet événement ne fait guère débat parmi les historiens japonais et coréens, les principaux spécialistes partageant dans une large mesure la position de Yoshimi Yoshiaki. Certes, il existe des voix au Japon persistant à mettre en doute la nature coercitive de l'enrôlement de ces femmes, mais elles n'ont pas remis en question la position officielle du gouvernement japonais représentée par le « communiqué Kōno » (Kōno danwa 河野談話), qui reconnaissait la participation directe ou indirecte de l'armée dans l'établissement des stations et l'envoi des « femmes de réconfort »⁸⁰.

Les leçons de la crise de 2001

- 58 Bien que le gouvernement japonais ait officiellement rejeté la plupart des demandes de la Corée, on constate toutefois que les rédacteurs japonais, y compris ceux du manuel Tsukuru-kai, ont apporté un certain nombre de modifications allant dans le sens des remarques coréennes. La suppression de l'allusion aux voix coréennes ayant accepté l'annexion en est un exemple frappant.
- 59 C'est également le cas d'un autre sujet sensible : les relations entre le Yamato et la confédération de Kaya (Kara) dans le sud de la péninsule coréenne, plus particulièrement le soi-disant établissement dans la seconde moitié du IV^e siècle d'une « colonie japonaise » à Mimana (Mimana nihon-fu setsu 任那日本府説)⁸¹.
- 60 En 2001, les deux principaux manuels japonais, Tōkyō shoseki et Ōsaka shoseki, faisaient partie des six manuels (sur huit) qui prétendaient, selon le gouvernement coréen, que le Yamato avait dominé Kaya et le sud de la péninsule⁸². Or, cinq ans plus tard, les rédacteurs du manuel Tōkyō shoseki semblaient avoir pris en compte les remarques de la Corée (2006, p. 26) :

Au V^e siècle, les rois du Yamato [...] envoyèrent à de nombreuses reprises des ambassades à la Cour du Sud en Chine (Cinq rois de Wa) dans le but d'obtenir de

l'empereur chinois la reconnaissance de leur titre de roi des Wa, ainsi que le droit de diriger (*shiki* 指揮) militairement le sud de la péninsule coréenne.

61 On remarquera qu'aucune mention explicite n'est faite à l'établissement d'une base ou d'une « colonie japonaise » en Corée, le manuel se contentant désormais d'une allusion aux prétentions du souverain du Yamato sur le sud de la péninsule coréenne⁸³.

62 Quant au manuel Ōsaka shoseki, il se borne à signaler les liens (*tsunagari*) entre la cour du Yamato et les pays de la région de Kaya, que ces derniers auraient utilisé pour résister à leurs deux voisins, Paekche et Silla⁸⁴. Ces propos suggèrent que les relations entre le Yamato et Kaya étaient étroites, mais de nature égalitaire, caractérisées par des échanges et non par la domination du Yamato sur Kaya. Cette vision est plus proche des résultats de la recherche actuelle qui soulignent, plutôt que l'existence de peuples coréens et japonais distincts, l'existence à cette époque d'une sorte de continuum de peuples et de cultures étroitement liés entre eux⁸⁵.

63 Cette évolution ne concerne pas uniquement les manuels japonais. Un certain nombre de modifications sont également perceptibles chez leur homologue coréen. La description du rôle joué par la Corée dans la diffusion de la culture sino-coréenne au Japon en est une illustration. Voici comment l'édition précédente (2001) du manuel d'histoire coréen présentait les relations extérieures entretenues par les trois royaumes :

Paekche entretenait des relations politiques étroites avec le Japon. Par conséquent, des trois royaumes, c'est celui qui exerça la plus grande influence sur la culture japonaise. À l'époque du roi Kūnch'ogo, Ajikki et Wangin se rendirent au Japon et transmirent l'écriture chinoise (*hanmun*), les *Entretiens de Confucius*, le *Qianziwen*. À l'époque du roi Muryōng, Tan Yangi et Ko Anmu, entre autres, transmirent l'étude des textes de la dynastie Han (*hanhak*) et le confucianisme, et ils diffusèrent la pensée politique et les concepts de loyauté et piété filiale. Par la suite, à l'époque du roi Sōng, outre le bouddhisme, ils transmirent des techniques scientifiques telles que l'astronomie, la géographie, le calendrier.

Koguryō transmit lui aussi de nombreux éléments culturels au Japon. Le moine Hyeja de Koguryō devint le maître de Shōtoku taishi, Tamjing enseigna aux Japonais les techniques de fabrication du papier, de l'encre et des encriers ; la fresque murale Kumtang du Hōryūji est connue pour être de sa main. Les peintures murales du kofun de Takamatsu sont très influencées par Koguryō.

Silla a transmis au Japon les techniques de fabrication des bateaux, ainsi que les techniques de construction des digues et des châteaux (*sōngkwak*). Quant à Kaya, il a transmis au Japon la technique de fabrication de la céramique.

Ainsi, les trois royaumes ont transmis au Japon une culture avancée, ce qui a grandement contribué au développement de la culture du Japon ancien de la période Asuka⁸⁶.

64 Cette succession de termes tels qu'« enseigner » ou « transmettre » ne manqua pas d'irriter l'extrême droite japonaise, qui dénonça la propension des Coréens à vouloir souligner la supériorité culturelle des Trois royaumes sur le Japon de cette époque (VI^e siècle)⁸⁷. Dès les premières pages, le manuel coréen plantait ainsi le décor de relations nippo-coréennes se résumant au fond à deux tableaux : d'un côté, une Corée qui aurait généreusement transmis sa culture avancée au Japon, et de l'autre, un Japon qui aurait rétribué la Corée par des agressions⁸⁸.

65 Or, dans l'édition actuelle du manuel coréen (2006), cette section intitulée « Transmission culturelle et relations commerciales » a été supprimée. Il ne subsiste que deux références à cet aspect des relations avec le Japon :

Une partie des forces politiques de Kaya émigrèrent au Japon et contribuèrent au développement culturel du Japon ancien.

[Paekche] encouragea le bouddhisme et effectua des échanges culturels avec la Chine ; avec les Wa également, des relations amicales furent entretenues, et [Paekche] leur transmit de nombreux éléments culturels, à commencer par le bouddhisme⁸⁹.

- 66 Ces modifications sont l'illustration d'une évolution encourageante en Corée. L'homologation du manuel Tsukuru-kai aura certes permis de vérifier l'extrême sensibilité des Coréens envers les questions historiques, mais elle aura également favorisé la remise en question des manuels d'histoire coréens⁹⁰.
- 67 Chez certains chercheurs coréens, cette démarche est soutenue par un examen plus nuancé de l'enseignement de l'histoire au Japon. Leur approche ne se limite pas uniquement à l'analyse des « distorsions », mais elle s'efforce également de relever les aspects positifs, dont les manuels coréens seraient susceptibles de s'inspirer. C'est le cas par exemple de l'importance accordée par les manuels japonais à l'histoire mondiale, remplaçant ainsi l'histoire japonaise dans un cadre qui n'est plus exclusivement national et qui permet de relativiser les points de vue⁹¹. On remarquera à ce propos que, contrairement aux manuels japonais, et en dépit de certaines voix parmi les historiens sud-coréens réclamant la « déconstruction » du cadre de l'histoire nationale⁹², les manuels d'histoire coréens du collège et du lycée sont toujours intitulés « Kuksa » 國史, littéralement « Histoire nationale ».
- 68 Dans ce contexte, il conviendrait que les gouvernements fassent preuve de retenue, et laissent aux spécialistes de l'éducation et de l'histoire le soin de régler ce problème des manuels. Le gouvernement coréen semble l'avoir compris. Ainsi, en 2002, lors du processus d'homologation des manuels d'histoire du lycée, les médias coréens dénoncèrent de nouvelles « distorsions », notamment la mention dans le manuel *Saishin Nishon-shi* 最新日本史 de l'appartenance de l'île de Takeshima/Tokto au territoire japonais. En dépit des protestations vigoureuses des groupes citoyens, qui voyaient dans la revendication du Japon sur Takeshima une résurgence du militarisme japonais, le gouvernement coréen, soucieux aussi sans doute d'éviter d'envenimer les relations nippo-coréennes quelques mois avant le coup d'envoi de la coupe du monde de football organisée conjointement par les deux pays, fit savoir par la voix de son ministre des Affaires étrangères qu'il s'en remettait au « Comité de recherche conjoint sur l'histoire nippo-coréenne » (Nikkan rekishi kyōdō kenkyū iinkai 日韓歴史共同研究委員会)⁹³.
- 69 Le gouvernement maintint cette politique trois ans plus tard, en s'abstenant de réitérer ses demandes de modifications à l'égard des manuels japonais homologués en 2005, y compris celui du Tsukuru-kai. Exiger du voisin qu'il modifie ses manuels en négligeant de prendre en considération les problèmes de sa propre conscience historique peut se révéler contre-productif. En témoigne la riposte des membres du Tsukuru-kai suite à la crise de 2001, mais également le sondage réalisé par la chaîne de télévision *Asahi*, en mai 2001, révélant que plus de 50 % des personnes interrogées considéraient les demandes de modifications des gouvernements chinois et coréens comme des marques d'ingérence dans les affaires intérieures japonaises⁹⁴.
- 70 Outre cette relative retenue, des efforts ont également été déployés depuis plusieurs années afin de s'attaquer au problème de la question historique en amont, notamment par des études conjointes menées par un certain nombre d'organisations civiles et officielles. On peut citer entre autres le travail en commun effectué depuis 1997 par la Société d'étude des manuels d'histoire (Yōksa kyogwasō yōnguhoe 역사교과서연구회) et la Société d'étude pour l'enseignement de l'histoire (Rekishi kyōiku kenkyū-kai 歴史教育

研究会)⁹⁵, ainsi que la parution, en 2005, d'un ouvrage dirigé par des spécialistes chinois, japonais et coréens, publié ⁹⁶ dans les trois langues et qui se veut un exemple concret de ce que pourrait être un manuel d'histoire utilisé conjointement dans les trois pays.

Conclusion

- 71 En Chine, où le contentieux historique avec le Japon est également profond, on considère généralement que les relations sino-japonaises furent bonnes, voire excellentes, pendant la majeure partie de l'histoire, et que ce n'est somme toute qu'avec la Restauration de Meiji et l'émergence d'un Japon militariste que l'amitié céda la place à l'animosité d'un côté, et au mépris de l'autre. Autrement dit, l'agression japonaise amorcée à la fin du XIX^e siècle constitue un traumatisme dont les séquelles sont aujourd'hui encore perceptibles, mais qui est perçue fondamentalement comme une anomalie. Certes, la crise des manuels incite bien des Chinois à penser que le Japon n'est toujours pas parvenu à se débarrasser de ses démons militaristes et que cette anomalie est susceptible de se reproduire, mais cette crainte n'a nullement remis en cause l'amitié sino-japonaise des périodes ancienne et prémoderne.
- 72 En Corée, la vision est sensiblement différente. Pour beaucoup, l'annexion de 1910 marque l'aboutissement d'un processus bien antérieur à la Restauration de Meiji : elle s'inscrirait dans une longue liste d'agressions du Japon contre la péninsule coréenne, entamées à l'époque des Trois royaumes avec les prétentions du Yamato sur Mimana. Ce processus se serait poursuivi avec les invasions de Hideyoshi, et se serait simplement renforcé à partir de la fin du XIX^e siècle et le « débat sur l'expédition de Corée »⁹⁷.
- 73 Cette perception des relations nippo-coréennes se double d'une « frustration nationale » à l'égard de l'ancien colonisateur. Alors que les Chinois peuvent s'enorgueillir d'avoir triomphé par les armes de l'envahisseur japonais – une victoire finale qui n'est sans doute pas étrangère à l'attitude magnanime dont fit preuve Mao Zedong lorsqu'il renonça à toute indemnité de guerre –, les Coréens ne doivent leur libération qu'à l'intervention militaire extérieure des Alliés. Privés de la satisfaction d'avoir recouvré l'indépendance par leurs propres moyens, les Coréens se retrouvèrent dans le camp des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale sans pouvoir en retirer de bénéfices.
- 74 Ces éléments expliquent la rancœur tenace ainsi que la défiance des Coréens envers ce Japon qui n'a jamais vraiment fait montre de repentance et qui est toujours perçu comme une menace. Réelle ou fantasmée, cette crainte est alimentée par des incidents tels que l'homologation du manuel Tsukuru-kai, ou les hommages du Premier ministre au sanctuaire Yasukuni, qui sont perçus comme autant de signes annonciateurs d'une possible remilitarisation du Japon⁹⁸.
- 75 En dépit des entreprises communes visant à réduire les clivages, des voix dans les deux pays s'interrogent sur l'à-propos des démarches visant à l'acquisition d'une conscience historique commune⁹⁹. Si le parallèle est souvent tracé avec les progrès accomplis par les pays européens, certains spécialistes font remarquer que la France n'était pas une colonie de l'Allemagne, et que le cas du Japon et de la Corée serait plutôt à comparer avec celui de la Grande-Bretagne et de l'Inde, où l'absence de vision historique commune ne constitue apparemment pas une entrave au développement de relations amicales entre l'ancienne colonie et l'ancienne métropole¹⁰⁰.

- 76 En cas de clivages insurmontables, mettre l'accent sur les points communs au détriment des questions qui fâchent constitue une option, plus modeste, qu'il convient de ne pas négliger. Si la quête d'une vision historique commune constitue une entreprise louable, elle ne devrait pas être considérée comme une condition absolue au développement de relations si ce n'est amicales, du moins suffisamment sereines pour ne pas entraver les échanges entre les deux pays.

NOTES

1. Auparavant, les manuels d'histoire avaient déjà fait l'objet de controverses lors des procès Ienaga, mais ces polémiques étaient restées confinées au Japon. C'est suite au refus du ministère de l'Éducation d'homologuer un manuel qu'il avait rédigé que l'historien Ienaga Saburō 家永三郎 intenta plusieurs procès contre l'État japonais entre 1965 et 1993. Sur le caractère anticonstitutionnel du système d'homologation des manuels scolaires, au centre des revendications d'Ienaga, celui-ci ne put obtenir gain de cause. En revanche, plusieurs décisions de tribunal, notamment celle de 1970 (*Sugimoto hanketsu* 杉本判決), jugèrent l'interdiction du manuel d'Ienaga illégale et anticonstitutionnelle. Cela conduisit le ministère de l'Éducation à assouplir progressivement ses critères d'homologation au cours de la décennie 1970.
2. Bien que le taux d'utilisation de la seconde édition du manuel Tsukuru-kai (2005) ait décuplé par rapport à la première édition (2001), il reste encore inférieur à 0,5 %. « Heisei 17 nendo rekishi kōmin kyōkasho no saitaku ni tsuite no "Tsukuru-kai" seimei » 平成 17 年度歴史・公民教科書の採択結果についての「つくる会」声明 (Déclaration de la Société pour la rédaction de nouveaux manuels au sujet de l'adoption des manuels d'histoire et d'instruction civique pour l'année 2005).
3. Formellement intitulée « Ilbon chunghakkyo kyogwasō Han'guk kwallyōn naeyong sujōng yogu charyo » 일본 중학교 교과서 한국 관련 내용 수정 요구 자료 (Document exigeant la modification du contenu concernant la Corée dans les manuels d'histoire du collège), la demande du gouvernement sud-coréen adressée le 8 mai 2001 à l'ambassadeur du Japon à Séoul concernait vingt-cinq passages du manuel Tsukuru-kai ainsi que dix passages des sept autres manuels. La Chine, de son côté, exigea uniquement la modification de huit passages du manuel Tsukuru-kai.
4. Yi Wōnsun 이원순 et Chōng Chaejōng 정재정 (éd.), *Ilbon yōksa kyogwasō muōt i munje inga* 일본 역사교과서 무엇이 문제인가 (Manuels d'histoire japonais : quels sont les problèmes ?), Séoul, Tongbang midio 동방미디어, 2002, 421 p., p. 332-333.
5. Déclaration faite le 15 août 1995 à l'occasion du cinquantième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans laquelle Murayama Tomiichi présentait ses excuses (« *o wabi no kimochi o hyōmei suru* » おわびの気持ちを表明する) pour les dommages et souffrances infligés aux pays asiatiques victimes de la domination coloniale et de l'agression japonaise.
6. Déclaration commune nippo-coréenne (Nikkan kyōdō seimei 日韓共同声明) du 8 octobre 1998, dans laquelle le président sud-coréen Kim Taejung en visite au Japon et le Premier ministre japonais Obuchi Keizō exprimaient leur conviction commune à propos de « l'importance d'approfondir la conscience historique des deux peuples, en particulier des jeunes générations ».
7. Voir Ilbon kyogwasō paro chapki undong ponbu 일본 교과서 바로 잡기 운동 본부 (éd.), *Mundap ūro ingnūn Ilbon kyogwasō yōksa waegok* 문답으로 읽는 일본 교과서 역사왜곡 (La

Distorsion de l'histoire par les manuels japonais lue sous forme de question-réponse), Séoul, Yōksa pip'yōngsa 역사비평사, 2001, 239 p., p. 123.

8. Pierre Lavelle, « La Société pour la rédaction de nouveaux manuels d'histoire : Renouveau ou déclin du nationalisme ? », *Cipango* n° 10, 2003, p. 14.

9. Arnaud Nanta, « L'Actualité du révisionnisme historique au Japon », *Ebisu* n° 26 (p. 127-153), n° 27 (p. 129-138), n° 28 (p. 185-195), de 2001 à 2002. Voir également du même auteur « Le débat sur l'enseignement de l'histoire au Japon », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, BDIC, n° 88, 2007, p. 13-19.

10. Sven Saaler, *Politics, Memory and Public Opinion: The History Textbook Controversy and Japanese Society*, Iudicium, 2005, 202 p.

11. Nohira Shunsui 野平俊水, *Kankokujin no nihon gishi* 韓国人の日本偽史 (L'histoire du Japon falsifiée par les Coréens), Shōgakukan 小学館, 2002, 221 p., p. 6.

12. Toriumi Yasushi 鳥海靖, *Nichūkanrorrekishi kyōkasho wa konna ni chigau* 日中韓露歴史教科書はこんなに違う (Voici à quel point les manuels d'histoire chinois, japonais, coréens et russes divergent), Fusōsha 扶桑社, 2005, 253 p., p. 83.

13. Yokota Yasuji 横田安治, « Kankoku no rekishi kyōkasho ni waikyoku wa nai to iwaretara » 韓国の歴史教科書に歪曲はないと言われたら (À ceux qui prétendent que les manuels d'histoire coréens sont dénués de distorsions), dans Tei Taikin 鄭大均 et Furuta Hiroshi 古田博司 (dir.), *Kankoku, Kita chōsen no uso o miyaburu : kingendai-shi no sōten* 30 韓国・北朝鮮の嘘を見破る—近現代史の争点30 (Les mensonges de la Corée du Sud et de la Corée du Nord dévoilés : trente questions litigieuses de l'histoire moderne et contemporaine), Bungei shunjū 文藝春秋, 2006, 342 p., p. 292.

14. Tei Taikin 鄭大均, *Kankoku no nashonarizumu* 韓国のナショナリズム (Le nationalisme coréen), Iwanami shoten 岩波書店, 2003, 295 p., p. 192. Voir aussi Takazaki Sōji 高崎宗司, *Han-Nichi kanjō : Kankoku-Chōsenjin to nihonjin* 反日感情—韓国・朝鮮人と日本人 (Les sentiments anti-japonais : les Coréens et les Japonais), Kōdansha 講談社, 1993, 217 p., p. 14.

15. Katsuoka Kanji 勝岡寛次, *Kankoku, chūgoku « rekishi kyōkasho » o tettei hihan suru : waikyoku sareta tai-nichi kankei-shi* 韓国・中国「歴史教科書」を徹底批判する—歪曲された対日関係史 (Critique radicale des « manuels d'histoire » chinois et coréens : histoire déformée des relations avec le Japon), Shōgakukan 小学館, 2001, 251 p.

16. Ainsi, parmi les quatre « enquêteurs » responsables des manuels d'histoire japonaise, deux sont d'anciens étudiants d'Itō Takashi 伊藤隆, professeur émérite à l'Université de Tōkyō, mais également rédacteur et directeur d'édition du manuel Tsukuru-kai. Voir *Asahi shinbun* (17 janvier 2008). Je remercie Lionel Babicz d'avoir attiré mon attention sur ce problème.

17. Ces établissements accueillent moins de 10 % des collégiens japonais. Liu Jie 劉傑, Mitani Hiroshi 三谷博, Yang Daqing 楊大慶 (dir.), *Kokkyō o koeru rekishi ninshiki : nitchū taiwa no kokoromi* 国境を越える歴史認識：日中対話の試み (Conscience historique au-delà des frontières : Essai de dialogue entre le Japon et la Chine), Tōkyō daigaku shuppan 東京大学出版, 2006, 381 p., p. 210.

18. Au nombre de 591 en 2008, ces zones de sélection sont composées en moyenne de deux villes (*shi* 市) ou cantons (*gun* 郡). Voir « Kyōkasho seido no gaiyō » 教科書制度の概要 (Aperçu du système des manuels scolaires), (25 mai 2008).

19. Chang Sin 장신, « Ilbon ūi kyogwasō chedo wa munjechōm » 일본의 교과서 제도와 문제점 (Les problèmes du système des manuels au Japon), dans *Mundap ūro ingnūn Ilbon kyogwasō yōksa waegok*, op. cit., p. 33.

20. Kim Hanjong 김한중, *Yōksa kyoyuk kwajōng kwa kyogwasō yōngu* 역사교육과정과 교과서연구 (Processus d'enseignement de l'histoire et études sur les manuels), Séoul, Sōn'in 선인, 2005, p. 42-43, 943 p.

21. Il s'agit des maisons d'édition suivantes : Kūmsōng ch'ulp'ansa 金星出版社, Taehan kyogwasō 大韓教科書, Pōmmunsa 法文社, Ch'ōnjae kyoyuk 天才教育, Chung'ang kyoyuk chin'ūng yōnguso 中央教育振興研究所, Tusan kyogwasō 斗山教科書.

22. *Chunghakkyo Kuksa* 중학교 국사 (Histoire nationale, collège), Séoul, Kyohaksa 교학사, 2006, 359 p. *Kodŭnghakkyo Kuksa* 고등학교 국사 (Histoire nationale, lycée), Séoul, Kyohaksa 교학사, 2006, 433 p.
23. Katsuoka Kanji, *op. cit.*, p. 43.
24. Song Kiho 송기호, *Tongasia ūi yōksa punjaeng* 동아시아의 역사 분쟁 (Les litiges historiques en Asie orientale), Séoul, Sol 술, 2007, p. 41, 355 p.
25. Par exemple le manuel Tsukuru-kai affirmait que « l'armée du Yamato porta secours à Paekche et Silla et livra de violents combats contre Koguryō » (p. 38), alors qu'en réalité, l'armée de Koguryō repoussa l'armée des Wa sur demande de Silla. En conséquence, dans l'édition suivante (2006), ce passage fut modifié ainsi : « l'armée du Yamato porta secours à Paekche et livra de violents combats contre Koguryō » (p. 32).
26. Robert A. Fish, "A Call for Outrage? A Victory for Freedom? The Annexation of Korea and Japanese Participation in World War I as Portrayed in the Atarashii Rekishi Kyokasho and Competing Japanese Junior High School History Textbooks", *Studies on Asia*, series III, vol. 1, n° 1, 2004, p. 32.
27. *Atarashii rekishi kyōkasho*, *op. cit.*, 2001, p. 240. Dans la deuxième édition (2006), le passage souligné a été supprimé. Le passage en italique a été modifié ainsi : « Les puissances occidentales reconnurent l'annexion de la Corée par le Japon, en échange de la reconnaissance par ce dernier de leurs dominations coloniales sur l'Inde pour l'Angleterre, l'Indochine pour la France, les Philippines pour les États-Unis ou encore la Mongolie extérieure pour la Russie. » (p. 170). Sur les enjeux de ce passage, voir l'article d'Arnaud Nanta, dans ce numéro.
28. Le taux d'utilisation en 2002 de ces manuels destinés aux collégiens était le suivant : Tōkyō shoseki 東京書籍 (51,2 %), Ōsaka shoseki 大阪書籍 (14 %), Kyōiku shuppan 教育出版 (13 %), Teikoku shoin 帝国書院 (10,9 %), Nihon shoseki shinsha 日本書籍新社 (5,9 %), Shimizu shoin 清水書院 (2,5 %), Nihon bunkyō shuppan 日本文教出版 (2,3 %).
29. *Atarashii shakai, Rekishi* 新しい社会 歴史 (Nouvelle société, Histoire), Tōkyō shoseki, 2006, 225 p., p. 160 ; *Rekishiteki bun.ya* 歴史的分野 (Domaine historique), Ōsaka shoseki, 2006, 241 p., p. 160.
30. Cela ne signifie pas que cet épisode de l'histoire commune des deux pays ne soit pas sujet à controverse. La question de la légalité des traités d'annexion constitue, comme l'explique Arnaud Nanta, un sujet qui divise les historiens japonais et coréens.
31. Yi Wōnsun et Chōng Chaejōng (éd.), *op. cit.*, p. 367.
32. *Atarashii rekishi kyōkasho*, *op. cit.*, 2001, p. 97 et 106. Dans la deuxième édition (2006), le passage a été modifié ainsi : « Aux environs du milieu du XVI^e siècle, lorsque le commerce des étiquettes s'interrompt [*teishi* 停止], ... » (p. 79).
33. Kim Urim 김우림, *Tōrōun yōksa kyogwasō* 더러운 역사 교과서 (Infâme manuel d'histoire), Séoul, Lux Media 럭스미디어, 2001, 260 p., p. 251.
34. *Atarashii shakai rekishi*, *op. cit.*, p. 65.
35. *Rekishiteki bun.ya*, *op. cit.*, p. 62.
36. Saeki Kōji 佐伯弘次, « Kaizoku-ron » 海賊論 (De la piraterie), dans Arano Yasunori 荒野泰典, Ishii Masatoshi 石井正敏 et Murai Shōsuke 村井章介, *Ajia no naka no nihon-shi* III アジアのなかの日本史III (Histoire du Japon en Asie, tome 3), Tōkyō daigaku shuppan-kai 東京大学出版会, 1992, 280 p., p. 45.
37. Yi Yōng 이영, « Waegu ūi chuch'e » 왜구의 주체 (La composante principale des Wakō), dans *Waegu wisa munje wa Han-Il kwan'gye* 왜구 · 위사 문제와 한일관계 (Les relations nippo-coréennes et la question des Wakō et des pseudo-ambassades), Séoul, Kyōng'in munwhasa 景仁文化社, 2005, 341 p., p. 192.
38. Nam Kihak 남기학, « Chungse Koryō Ilbon kwan'gye ūi chaengchōm : Monggol ūi Ilbon ch'imnyak kwa Waegu » 중세 고려 · 일본 관계의 쟁점 : 몽골의 일본 침략과 왜구, dans Yi Kyehwang 이계황 et al., *Kiōk ūi chōnjaeng : Hyōndae Ilbon ūi yōksa insik kwa Han-Il kwan'gye* 기억의

전쟁 현대 일본의 역사인식과 한일관계, Séoul, Ihwa yōja taehakkyo ch'ulp'anbu 이화여자대학교출판부, 2003, 299 p., p. 163. ; Chang Tükjin 장득진, « Waegu nūn Ilbonin in'ga Hangugin in'ga » 왜구는 일본인인가 한국인인가 (Les Wakō sont-ils Japonais ou Coréens ?), dans Han-Il kuangye sahakhoe 한일관계사학회, *Hanguk kwa Ilbon : waegok kwa k'omp'ülleksū ūi yōksa* 한국과 일본, 왜국과 콤플렉스의 역사 (Corée et Japon : une histoire de distorsions et de complexes), vol. 1, Séoul, Chajangnamu 자작나무, 1999, 331 p., p. 77 et 80.

39. *Chunghakkyo Kuksa*, op. cit., p. 130.

40. Han Yōng'u 한영우, *Tasi ch'annūn Uri yōksa* 다시 찾는 우리역사, vol. 2, Séoul, Kyōngsewōn 경세원, 2005, 287 p., p. 72. ; Han Ugūn 한우근, *Kaejōngp'an Hanguk t'ongsa* 改訂版 韓國通史, Séoul, Ŭryu munhwasa 乙酉文化社, 2001, 648 p., p. 282 (cet auteur mentionne cependant la présence de Chinois parmi les Wakō du xvi^e siècle) ; Carter J. Eckert et al., *Korea Old and New, A History*, Harvard UP, 1990, p. 100, 464 p. ; Michael J. Seth, op. cit., p. 138-139 ; Takeda Yukio 武田幸男 (dir.), *Chōsen-shi* 朝鮮史, Yamakawa shuppan 山川出版, 1993, 520 p., p. 141-146 ; Chōsen-shi kenkyū-kai 朝鮮史研究会 (dir.), *Chōsen no rekishi* 朝鮮の歴史, Sansei-dō 三省堂, 1995, 373 p., p. 150-151. Les spécialistes occidentaux travaillant sur cette question pensent toutefois que si la plupart des Wakō du xiv^e siècle sont des Japonais issus de Kyūshū, le phénomène s'internationalise au milieu du xv^e siècle avec notamment des pirates originaires de Cheju, et qu'au xvi^e siècle, les Wakō sont autant « Chinois » que « Japonais ». Voir par exemple Roderich Ptak, *Die maritime Seidenstrasse : Küstenräume, Seefahrt und Handel in vorkolonialer Zeit*, München, Beck, 2007, 368 p., p. 213, 278.

41. Le gouvernement coréen voit dans le terme « *shuppei* », une tentative de dissimuler le fait qu'il s'agissait d'une agression unilatérale de la part du Japon. Kim Urim, op. cit., p. 251.

42. *Atarashii rekishi kyōkasho*, op. cit., 2001, p. 121. Dans la deuxième édition, le terme « obnubilé » a été remplacé par la formule suivante : « Hideyoshi en vint à nourrir [*motsu ni itatta* 持つにいたった] le rêve démesuré... » (p. 97).

43. Le terme de « *shinryaku* » est également utilisé par les manuels Ōsaka shoseki (p. 91) et Kyōiku shuppan (p. 79).

44. *Atarashii shakai rekishi*, op. cit., p. 87.

45. Le manuel coréen dresse une liste plus détaillée des dommages : terres cultivables amputées des deux tiers, dizaines de milliers de prisonniers emmenés au Japon, temples et archives brûlés, objets culturels (livres, céramiques, rouleaux de peintures, etc.) pillés. Voir *Chunghakkyo Kuksa*, op. cit., p. 149.

46. *Chunghakkyo Kuksa*, op. cit., p. 147.

47. Kim Munja 김문자, « Chōnjaeng kwa p'yōnghwa ūi künse Han-Il kwan'gye : Imjin Waeran kwa t'ongsinsa » 전쟁과 평화의 근세 한일 관계 : 임진왜란과 통신사 (Guerre et paix dans les relations nippo-coréennes pré-modernes : les invasions de Hideyoshi et les ambassades de communication), dans Yi Kyehwang 이계황 et al., op. cit., p. 182. Cette idée est également reprise par beaucoup d'historiens coréens : Han Yōng'u, op. cit., vol. 2, p. 154 ; Yi Kibaek 이기백, *Hanguksa sillon* 한국사신론 (Nouvelle histoire de la Corée), Ilchogak 일조각, 1990, 609 p., p. 232). En revanche, Han Ugūn (op. cit., p. 283) est beaucoup plus factuel que le manuel coréen et ne s'attarde pas sur les motivations, inconnues, de Hideyoshi. Il se contente de relever que ce dernier avait demandé à la cour des Yi la permission de passer par la Corée pour envahir la Chine. La Corée avait refusé, et avait craint un certain temps de subir une attaque du Japon en représailles.

48. Selon les spécialistes coréens, un autre exemple de cette idée est le « Débat sur l'expédition de Corée » (Seikanron 征韓論) au début de l'ère Meiji. Voir Han-Il kwan'gye sahakhoe 한일관계사학회, *Hanguk kwa Ilbon : waegok kwa k'omp'ülleksū ūi yōksa* 한국과 일본, 왜국과 콤플렉스의 역사 (Corée et Japon : une histoire de distorsions et de complexes), Séoul, Chajangnamu 자작나무, 1999, 315 p., p. 165.

49. Voir à ce propos l'article et la traduction de Vincent Grépinet, *Cipango* n° 17.

50. *Atarashii rekishi kyōkasho*, op. cit., 2001, p. 131. Dans la deuxième édition (2006), deux détails ont été modifiés : « maintinrent des relations » a été remplacé par « établirent des relations » ; « entre quatre cents et » a été supprimé (p. 106).
51. Kim Urim, op. cit., p. 252.
52. *Atarashii shakai rekishi*, op. cit., p. 97, *Rekishiteki bun.ya*, op. cit., p. 99.
53. *Chunghakkyo Kuksa*, op. cit., p. 150.
54. *Chunghakkyo Kuksa (ha)*, 2001, 215 p., p. 192.
55. Voir Kim Munja, op. cit., p. 193-194 ; Chang Sunsun 장순순, « Chosŏn sidae t'ongsinsa yŏngu ūi hyŏngwang kwa kwaje » 朝鮮時代 通信使 研究의 現況과 課題 (État actuel et thèmes de la recherche sur les ambassades de communication de la période Chosŏn), dans *T'ongsinsa, Waeguan kwa Han-Il kwan'gye* 통신사 · 왜관과 한일관계 (Ambassades de communication, Maison japonaise et relations nippo-coréennes), Séoul, Kyōng'in munhwasa 景仁文化社, 2005, 356 p., p. 8.
56. Nakao Hiroshi 仲尾宏, *Chōsen tsūshinshi* 朝鮮通信使 (Les ambassades coréennes), Iwanami shoten 岩波書店, 2007, 208 p., p. iii.
57. Miyake Hidetoshi 三宅英利, *Kinsei nihon to Chōsen* 近世日本と朝鮮 (Le Japon et la Corée à l'époque pré-moderne), Kōdansha 講談社, 2006, 304 p., p. 162.
58. *Atarashii rekishi kyōkasho*, op. cit., 2001, p. 202-203.
59. Kim Urim, op. cit., p. 253.
60. *Atarashii shakai rekishi*, op. cit., p. 148.
61. *Rekishiteki bun.ya*, op. cit., p. 144.
62. Voir plus haut.
63. Sur le *Seikan-ron* et son traitement dans les manuels japonais, voir également Noriko Berlinguez-Kōno, « L'asiatisme au prisme de la mémoire et de l'histoire : le cas de Saigō Takamori entre bellicisme et pacifisme », dans *Japon Pluriel 7, Actes du septième colloque de la Société française des études japonaises*, Arles, Picquier, 2007, 512 p.
64. *Chunghakkyo Kuksa*, op. cit., p. 194. Notons que dans l'édition précédente (*Chunghakkyo Kuksa (ha)*, 2001, p. 66), l'explication fournie était différente : « Depuis la Restauration de Meiji, le Japon avait mis en place un nouveau régime étatique et, pour étendre son influence, il avait prié la Corée d'entamer des négociations, ce que le gouvernement coréen avait refusé. Ce dernier pensait que l'établissement de relations diplomatiques avec le Japon entraînerait automatiquement l'intrusion des Occidentaux ».
65. Han Ugŭn, op. cit., p. 391.
66. Kim Kihyōk 김기혁, *Kūndae Han-Chung-Il kwan'gyesa* 근대 한중일관계사 (Histoire des relations modernes Corée, Chine, Japon), Séoul, Yōnse taehakkyo ch'ulp'anbu 연세대학교 출판부, 2007 (1955), 358 p., p. 79.
67. Han-Il kwan'gyesa hakhowe 한일관계사학회 (éd.), *Han-Il kwan'gye 2 ch'ŏn nyŏn (kūn hyōndae)* 한일관계 2천년 (근현대) (Deux mille ans de relations nippo-coréennes : époques moderne et contemporaine), Séoul, Kyōng'in munhwasa 景仁文化社, 2006, 402 p., p. 13.
68. Hyōn Myōngch'ŏl 현명철, « Chōnghannon ūn wae saenggyōnna » 정한론은 왜 생겨났나 (Pourquoi le débat sur l'expédition de Corée ?), in *Hanguk kwa Ilbon : waegok kwa...*, vol. 1, op. cit., p. 165. Notons toutefois que certains chercheurs coréens, encore minoritaires, préconisent de replacer le *Seikan-ron* dans un contexte plus large, et de l'envisager comme le résultat de la politique du gouvernement Meiji visant à réorganiser l'ordre asiatique, en instaurant des rapports inégaux avec la Chine et la Corée, ce dont témoignent les traités signés avec ces deux pays ; Ch'oe Sōgwan 최석완, *Pip'aengch'ang juūiron ūi hwaksan kwa munjehōm : Chōnghannon kwa Ch'ōng-Il chōnjaeng ūl parabonūn sigak* 비평창주의론의 확산과 문제점 : 정한론과 청일전쟁을 바라보는 시각 (Diffusion des discours anti-expansionnistes et problèmes : points de vue sur le Seikanron et la guerre sino-japonaise), in Yi Kyehwang et al., op. cit., p. 213.
69. Voir Awaya Ken.ichi 粟谷憲一, « Kindai gaikō taisei no sōshutsu: Chōsen no baai o chūshin ni » 近代外交体制の創出—朝鮮の場合を中心に (L'élaboration du système diplomatique

moderne : le cas de la Corée), dans Arano Yasunori, Ishii Masatoshi et Murai Shōsuke (dir.), *Ajia no naka no nihon-shi*, op. cit., II, 1992, 377 p., p. 233.

70. Yoshino Makoto 吉野誠, *Higashi ajia-shi no naka no nihon to chōsen* 東アジア史のなかの日本と朝鮮 (Le Japon et la Corée dans l'histoire de l'Asie de l'Est), Akashi shoten 明石書店, 2004, 310 p., p. 212.

71. Okamoto Kōji 岡本幸治, *Kindai nihon no ajia-kan* 近代日本のアジア観 (Perception de l'Asie dans le Japon moderne), Minerva shobō ミネルヴァ書房, 1998, 303 p., p. 107-108.

72. Kim Urin, op. cit., p. 256. Si les femmes de réconfort ont pratiquement disparu des manuels du collège, elles apparaissent encore dans la plupart des manuels destinés aux lycéens : *Nihon-shi B* 日本史B (Histoire du Japon, Niveau B), Tōkyō shoseki, 2006, 426 p., p. 348 ; *Nihon-shi B*, Sanseidō, 2006, 402 p., p. 330 ; *Nihon-shi B*, Jikkyō shuppan, 2006, 255 p., p. 209 ; *Shin Nihon-shi B* 新日本史B (Nouvelle Histoire du Japon, Niveau B), Yamakawa shuppan, 2006, 416 p., p. 356 ; *Nihon-shi B*, Shimizu shoin, 2006, 220 p.

73. Yoshimi Yoshiaki 吉見義明, *Jūgun ianfu* 従軍慰安婦 (Femmes de réconfort de l'armée), Iwanami shoten 岩波書店, 1995, 247 p., p. 43.

74. Atarashii shakai, *Rekishi*, 2002, 313 p., p. 263.

75. Atarashii shakai, *Rekishi*, op. cit., p. 192-193.

76. Ch'oe Pyōnghōn 崔柄憲, « Nihon no rekishi kyōkasho no waikyoku to rekishi ninshiki no mondai-ten » 日本の歴史教科書の歪曲と歴史認識の問題点 (Distorsions des manuels d'histoire japonais et problèmes de conscience historique), *Rekishigaku kenkyū* 歴史学研究, n° 767, octobre 2002, p. 23.

77. Voir Kang Chōngsuk 姜貞淑, « Ilbon-gun 'wianbu' munje ūi ponjil kwa Hangugin ūi insik » 일본군 '위안부' 문제의 본질과 한국인의 인식 (La nature du problème des « femmes de réconfort » de l'armée japonaise et la conscience des Coréens), dans Hanguk yōksa kyogwasō yōnguhoe 한국 역사교과서연구회 et Ilbon yōksa kyoyuk yōnguhoe 일본 역사교육연구회 (dir.), *Yōksa kyogwasō sok ūi Hanguk kwa Ilbon* 역사교과서 속의 한국과 일본 (La Corée et le Japon dans les manuels d'histoire), Séoul, Hyeon hean, 2000, 446 p., p. 386.

78. *Chunghakkyo Kuksa (ha)*, op. cit., p. 151.

79. *Chunghakkyo Kuksa*, op. cit., p. 262.

80. Il s'agit de la communication faite en août 1993 par le secrétaire général du gouvernement Miyazaki, Kōno Yōhei, à propos du résultat de l'enquête menée par le gouvernement japonais sur cette question ; « Ianfu kankei chōsa kekka happyō ni kan suru Kōnō naikaku kanbō-chōkan danwa » 慰安婦関係調査結果発表に関する河野内閣官房長官談話 (Communiqué du secrétaire général du cabinet ministériel Kōnō à propos de l'annonce du résultat de l'enquête concernant les femmes de réconfort).

81. Si les spécialistes japonais semblent désormais s'accorder sur le fait que le Nihon-fu n'était pas un instrument de domination coloniale du Yamato sur Kaya, les interprétations divergent quant à la nature de cet organe : représentation diplomatique, comptoir, ambassades, etc. On retrouve la même variété d'opinions en Corée, avec en sus quelques thèses plus originales : ainsi Kim Sōkhyōng, qui affirmait dans les années 1960 que le Nihon-fu se situait au Japon et non sur la péninsule coréenne, ou Ch'ōn Kwanu et Kim Hyōngu, pour qui cet organe constituait une sorte de quartier général de l'armée de Paekche stationnée à Kaya. Tous les chercheurs coréens, aujourd'hui comme hier, partagent néanmoins la même réfutation catégorique d'une quelconque domination du Yamato sur Kaya. Voir Na Haengju 나행주, « 6 segi Han-Il kwangwe ūi yōngusajōk kōmt'o » 6세기 한일관계의 연구사적 검토 (Examen de l'histoire des recherches sur les relations nippo-coréennes du VI^e siècle), dans *Imna munje wa Han-Il kwan'gye* 임나 문제와 한일관계 (Imna et les relations nippo-coréennes), Séoul, Kyōng'in munwhasa 景仁文化社, 2005, 280 p., p. 30-44.

82. Pour le gouvernement coréen, des phrases telles que « le Yamato perdit toute influence sur la péninsule coréenne » (Tōkyō shoseki) ou « par la suite, l'influence [du Yamato] sur la péninsule

coréenne diminua » (Ōsaka shoseki) pour décrire les relations nippon-coréennes du VI^e siècle sont inacceptables, car elles se basent sur l'idée « erronée » d'une domination de Kaya par le Yamato à partir du IV^e siècle. Voir Yi Wōnsun et Chōng Chaejōng (éd.), *op. cit.*, p. 358.

83. En 451, Sei des Wa aurait obtenu la reconnaissance par la Chine de son rôle de protecteur sur la région de Mimana. Francine Hérail, *Histoire du Japon des origines à Meiji*, POF, 1986, 462 p., p. 47.

84. *Chūgaku shakai, Rekishiteki bun.ya*, Ōsaka shoseki, 2006, 243 p., p. 25.

85. Michael J. Seth, *A Concise History of Korea*, Rowman and Littlefield Publishers, 2006, 257 p., p. 32.

86. *Chunghakkyo Kuksa (sang)* 중학교 국사 (상), Seoul, Kyohaksa 교학사, 2001, 220 p., p. 62-63.

87. Katsuoka Kanji, *op. cit.*, p. 53.

88. Tei et Furuta (éd.), *op. cit.*, p. 292.

89. *Chunghakkyo Kuksa* 중학교 국사, Seoul, Kyohaksa 교학사, 2006, 359 p., p. 42, 51.

90. Yang Migang 양미강, « Hanguk ūi kyogwasō undong kŭ sōngkwa wa kwaje » 한국의 교과서 운동 그 성과와 과제 (Le mouvement pour les manuels en Corée : résultats et objectifs), dans Ilbon kyogwasō paro chapki undong ponbu 일본교과서바로잡기운동본부 (dir.), *Han-Chung-il yōksa insik kwa Ilbon kyokwasō* 한중일 역사인식과 일본교과서 (La conception historique coréenne, chinoise, japonaise et les manuels japonais), Séoul, Yōksa pip'yōngsa 역사 비평사, 2002, 238 p., p. 209.

91. Kim Hanjong 김한중, *Yōksa kyoyuk kwajōng kwa kyokwasō yōngu* 역사교육과정과 교과서연구 (Processus d'enseignement de l'histoire et études sur les manuels), Séoul, Sōn'in 선인, 2005, 943 p., p. 877.

92. Im Chihyōn 임지현, « Kuksa ūi an kwa pakk : hegemoni wa kuksa ūi taeyōnsoae » 국사의 안과 밖- 헤게모니와 국사의 대연쇄 (À l'intérieur et à l'extérieur de l'histoire nationale : l'hégémonie et la grande chaîne de l'histoire nationale), dans Im Chihyōn 임지현 et Yi Sōngsi 이성시 (éd.), *Kuksa ūi sinhwa rŭl nōmōsō* 국사의 신화를 넘어서 (Dépasser le mythe de l'histoire nationale), Hyumōnisūtū 휴머니스트, Seoul, 2004, 479 p., p. 29.

93. *Chosōn ilbo*, 10 avril 2002.

94. Seul 10 % considéreraient ces exigences justifiées.

95. Ces deux groupes d'étude ont publié conjointement dans les deux langues un certain nombre d'ouvrages, en particulier un livre conçu comme un manuel d'histoire : *Han-il yōksa kongt'ong kyoje Han-il kyoryu ūi yōksa : sōnsa but'ō hyōndae kkaji* 한일공동교재 한일 교류의 역사: 선사부터 현대까지 (Matériel d'enseignement commun nippon-coréen, Histoire des relations nippon-coréennes : des origines à l'époque moderne), Séoul, Hyeon 헤안, 2007, 518 p. ; *Nikkan rekishi kyōtsū kyōzai. Nikkan kōryū no rekishi : senshi kara gendai made* 日韓歴史共通教材 日韓交流の歴史—先史から現代まで, Akashi shoten 明石書店, 2007, 453 p.

96. Cet ouvrage est le fruit de la collaboration de chercheurs et enseignants chinois, japonais et coréens, réunis à Nankin en 2002 lors du premier « Forum pour la conscience historique et la paix en Asie de l'Est », en réponse à l'homologation du manuel Tsukuru-kai (2001). Contrairement au manuel d'histoire commun proposé depuis 2006 aux lycéens français et allemands, aucun des trois pays n'a adopté cet ouvrage comme manuel. Ce projet représente néanmoins un signe tangible des efforts entrepris dans ces trois pays pour dépasser le cadre réducteur des « histoires nationales ». Pour un examen détaillé des initiatives communes visant à apaiser les controverses historiques en Asie orientale, voir L. Babicz, « Japon, Chine, Corée : vers une conscience historique commune ? », *Ebisu*, n° 37, Printemps-été 2007, p. 19-43.

97. Chōng Chaejōng 鄭在貞, « Chaengchōm kwa kwaje : Hanguk kwa Ilbon ūi yōksa kyoyuk » 쟁점과 과제 : 한국과 일본의 역사 교육 (Points de litige et objectifs : l'enseignement de l'histoire en Corée et au Japon), dans *Yōksa kyogwasō sok ūi Hanguk kwa Ilbon*, *op. cit.*, p. 43.

98. Soh Chunghee Sarah, "Politics of the Victim/Victor Complex: Interpreting South Korea's National Furor over Japanese History Textbooks", *American Asian Review*, 21-4, Winter 2003, p. 176.

99. An Pyŏng'u 안병우, « Hanguk sahoe ūi insik kwa taeŭng » 한국사회의 인식과 대응 (La perception et la réaction de la société coréenne), Asia p'yŏnghwa wa yŏksa yŏnguso 아시아 평화와 역사연구소 (éd.), *Yŏksa insik ūl tullŏssan chahwasang webu ūi sisŏn* 역사인식을 둘러싼 자화상, 외부의 시선 (Autoportrait de la conscience historique, regard extérieur), Séoul, Sŏn'in, 2008, 403 p., p. 131.

100. Kimura Kan 木村幹, *Chōsen hantō o dō miru ka* 朝鮮半島をどう見るか (Comment considérer la péninsule coréenne ?), Shūei-sha 集英社, 2004, 208 p., p. 130.

RÉSUMÉS

Cet article se penche sur la crise de 2001 au sujet des manuels d'histoire suite à l'homologation du manuel révisionniste de la Société pour la rédaction de nouveaux manuels d'histoire (« Tsukurukai »). Notre propos n'est pas de revenir sur le contenu de ce manuel, mais d'examiner les réactions qu'il suscita en Corée du Sud, où il était considéré comme la pointe de l'iceberg d'un problème touchant tous les manuels d'histoire japonais, ainsi que la riposte que ces critiques coréennes provoquèrent dans les milieux proches du manuel révisionniste. Au-delà des accusations réciproques de « déformer » l'histoire, l'analyse comparative des sujets de controverse dans les principaux manuels des deux pays révèle que les divergences sont bien moindres que les frictions diplomatiques engendrées par cette crise ne le suggéraient. La comparaison avec les éditions suivantes des manuels montre en outre que de part et d'autre, certaines leçons ont été tirées afin d'éviter qu'une crise de l'ampleur de 2001 ne se reproduise.

This paper deals with the history textbook crisis of 2001 following the authorization of the revisionist textbook from the Society for History Textbook Reform. Our purpose is not to delve into that textbook but to examine both the reactions it sparked in South Korea, where it was deemed to be the tip of the iceberg of a wider problem affecting all Japanese history textbooks, and the response that supporters of the revisionist textbook gave to South Korean criticisms. Beyond the mutual charges of "distorting" history, the comparative analysis of the controversial issues reveals far less discrepancies than the diplomatic row triggered by that crisis may have suggested. Comparison with succeeding editions of the textbooks indicates that both sides have drawn the conclusions to avoid a similar crisis.

INDEX

Index géographique : Corée

Thèmes : histoire

Keywords : Korea, Japan-Korea Relations, Korean Embassies, Comfort Women, History Textbooks, Revisionism

Mots-clés : relations nippon-coréennes, ambassades coréennes, femmes de réconfort, Hideyoshi, manuels d'histoire, révisionnisme, seikan-ron, wakō

Index chronologique : Heisei (1989-)

AUTEUR

SAMUEL GUEX

Université de Genève